

## **APPEL COMMUN DES SYNDICATS D'ENSEIGNANT·ES ET DES FAÏTIÈRES D'ASSOCIATIONS DE PARENTS D'ÉLÈVES**

A l'attention des membres du Conseil d'Etat et des député·es du Grand Conseil  
(par courriel)

Genève, le 7 avril 2020

### **Enseignant·es, parents et élèves en appellent à la responsabilité des élu·es et du DIP pour assurer une rentrée 2020 digne des attentes de la population genevoise**

Mesdames les conseillères d'Etat, Messieurs les conseillers d'Etat,  
Mesdames et Messieurs les député·es,

Aussi grave soit-elle, la crise sanitaire qui touche le canton et tout le pays ne peut pas occulter les inquiétudes qui concernent l'avenir immédiat de l'école publique genevoise.

Les élèves, dans le contexte singulier auquel nous sommes actuellement confronté·es, doivent avoir la garantie, tout particulièrement cette année, de retrouver un système de formation correspondant à des exigences de qualité légitimes. Or, c'est au contraire une rentrée scolaire historiquement précaire qui s'annonce pour août 2020.

Les syndicats d'enseignant·es et les faïtières d'associations de parents d'élèves du canton s'associent donc pour lancer un appel pressant au Conseil d'Etat, aux député·es du Grand Conseil et au département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse (DIP) pour que soit élaboré, pour le bien des quelque quatre-vingt mille élèves genevois et de leur famille, un plan de sortie de crise du système de formation.

Aujourd'hui, les blocages politiques des un·es, enfermés dans une logique budgétaire bornée, et les postures contraintes des autres mènent l'école publique genevoise vers une dégradation des conditions de formation inacceptable. L'augmentation exceptionnelle du nombre d'élèves dans les écoles primaires - qui se reproduira par ailleurs en 2021 - n'est à ce jour pas financée, et il est demandé à toute une frange d'élèves de faire des choix contraignants de disciplines dans la précipitation, alors que la prochaine rentrée scolaire a lieu dans cinq mois et que l'ensemble des élèves ne savent pas encore s'ils retourneront à l'école d'ici la fin de l'année scolaire.

Dans l'enseignement spécialisé, les demandes sont également en très forte augmentation, et là aussi il est attesté que les moyens actuels, déjà insuffisants, ne permettront pas d'octroyer les prestations dues aux élèves à besoins éducatifs particuliers ou handicapés.

Au Cycle d'Orientation, de nombreuses économies sont annoncées, alors que les effectifs dépassent déjà régulièrement les maximums prescrits par la loi au détriment des élèves plus fragiles, qui sont encore en train de construire leur indépendance scolaire.

Au Collège de Genève, l'annonce d'une baisse de prestations a réuni les parents d'élèves, les élèves et les enseignant·es autour d'une pétition qui exige le maintien des options d'approfondissement. Elle a récolté, en quelques semaines près de 3 000 signatures, ce qui témoigne de l'attachement de la population genevoise à un système de formation qui a fait ses preuves. La disparition des options d'approfondissement, aussi bien que le regroupement annoncé il y a peu de certaines options spécialisées dans un nombre restreint de collèges, illustrent les baisses de prestations qui sont envisagées.

Alors que les pleins pouvoirs sont donnés à l'Exécutif, depuis la suspension des séances du Grand Conseil et de ses commissions, nous en appelons à la responsabilité de tou·tes les élu·es - du Conseil d'Etat et du Grand Conseil - pour que soit trouvé, en concertation avec le DIP, un compromis politique capable d'assurer une rentrée scolaire 2020 sereine, et digne des attentes de la population genevoise.

L'agenda politique n'est pas compatible avec le temps scolaire, et les stratégies politiques des un·es et des autres sont sans rapport avec les inquiétudes justifiées des parents, des élèves et des enseignant·es.

Il est impératif d'offrir une seconde chance à la prochaine rentrée scolaire. Aujourd'hui, il est temps en effet d'admettre que l'école publique mérite de disposer des moyens nécessaires à l'accomplissement de ses missions, afin d'offrir des prestations de qualité. Les élèves genevois·es méritent une école publique juste et équitable qui prenne en considération les besoins de toutes et tous.

Nous vous prions de bien vouloir répondre positivement à notre appel et vous adressons, Mesdames et Messieurs les conseiller·es d'Etat, Mesdames et Messieurs les député·es du Grand Conseil, nos sentiments obligés.

*(formule sans signature)*